

**Le Dimanche**  
Roubaix-Tourcoing

Hébdomadaire  
— illustré —

Dix pages d'actualité  
de nos  
— et dans les plus  
— intéressantes

20 cent. à tous ses vendeurs  
et dépositaires.

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 85.00;	6 mois, 160.00;	1 an, 300.00
Autres départements.....	35.00;	65.00;	120.00
Belgique.....	35.00;	65.00;	120.00
Union Postale: Tarif A.....	35.00;	65.00;	120.00
Union Postale: Tarif B.....	30.00;	60.00;	100.00

REDACTION.....

ANNONCES.....

ROUBAIX.....	25 à 71, Grande-Rue, Tél. 827.52, 827.53, 827.54.
TROUBIGNY.....	25, rue Carnot, Tél. 81.
LILLE.....	12, rue Faidherbe, Tél. 829.31.
PARIS.....	12, boulevard des Filles-du-Calu, Louvre 09.45.
MUSQUELON.....	105, rue de la Station, Tél. 5.44.

**Colombophiles**

Revue hebdomadaire

N'oubliez pas que vous pouvez toujours TOUS LES PRODUITS COLOMBOPHILES: Douvres, Biscuits, Chocolats, Saucisses, etc., etc., à la Pharm. du Progrès

168, Grande-Rue, 168  
— ROUBAIX —

## BILLET PARISIEN

### La bande est cernée

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 3 MARS (Midi). — La semaine qui vient s'annonce fertile en faits nouveaux dans la double affaire — dont les deux parties semblent désormais indissolubles — de l'escroquerie Stavisky et de l'assassinat du conseiller Prince. La remise des talons des chèques de l'aventurier a permis à l'instruction de faire un nouveau bond en avant. M. Guiboud-Ribaud, cet ancien attaché de cabinet de M. Georges Bonnet, ministre radical-socialiste, a été arrêté.

Demain, ou plutôt lundi, de qui sera-ce le tour?

On peut se poser la question quand on voit la justice, après une période de somnolence, se décider à mettre les bombes doubles après le dépôt des rapports Lescouvé.

Le deuxième de ces rapports constitue le grand événement de la semaine qui s'achève. Le rôle qu'on y voit jouer par M. Albert Prince éclipse d'un jour nouveau l'affaire Stavisky; le projet, d'autre part, la lumière sur les mobiles qui poussèrent à agir les assassins du conseiller. Celui-ci était d'une conduite irréprochable, aucune aventure suspecte ne peut être relevée à son encontre. Il n'y a de vraisemblable que le crime politique. Or, le crime politique s'explique à la lecture du second rapport Lescouvé: on a voulu empêcher le conseiller Albert Prince de dire tout ce qu'il savait sur les interventions scandaleuses qui déterminèrent les nombreuses remises dont bénéficia Stavisky. Et l'on a voulu surtout le tuer pour lui dérober des lettres qui constituaient la preuve de ces interventions.

À ce sujet, il convient de faire justice à une prétendue interview qui aurait été accordée par M. Raymond Prince et dans laquelle le fils de la victime aurait déclaré qu'il ne fallait pas attacher à ces lettres l'importance qu'on leur prête généralement. Nous sommes en mesure d'affirmer que M. Raymond Prince n'a jamais tenu ces propos, qui seraient d'ailleurs en contradiction flagrante avec l'opinion exprimée par les magistrats qui ont reçu les confidences du conseiller, et avec le rapport Lescouvé lui-même.

En fait, la seule opinion raisonnable est de considérer que la mafia a une existence ailleurs que dans l'imagination des journalistes. On sait comment M. Sourroubille s'est exprimé à deux reprises à cet égard. Vendredi encore, M. Gaston Doumergue et Henry Chéron, recevant la veuve et le fils de la victime, leur disaient que le Gouvernement avait le ferme propos de « cerner la bande Stavisky ». Ces paroles, sur les lèvres les plus autorisées, ont un sens précis.

Aussi bien, les actes parlent aussi clairement que les paroles.

Les assassins de M. Albert Prince tomberont tôt ou tard dans les filets tendus aux misérables qui furent les complices de Stavisky.

R.

## L'enquête sur le scandale Stavisky avance de plus en plus

### M. GUIBOUD-RIBAUD A ÉTÉ ARRÊTÉ HIER

Mais le silence est toujours gardé sur le mystérieux vendeur des talons de chèques de l'escroc



M. STAVISKY ARRIVANT A LA CONCIERGERIE, ACCOMPAGNÉE DE DEUX INSPECTEURS

M. Ordoineau, juge d'instruction, est venu samedi matin, de bonne heure, à son cabinet, où il a continué l'examen des talons de chèques et des documents remis par l'intermédiaire de l'inspecteur Bonv.

Il a, d'autre part, interrogé à nouveau Henri Depardon, l'un des lieutenants de Stavisky, au sujet des chèques libellés à son nom et qui forment, on l'a dit, un total d'une vingtaine de millions environ. Depardon a confirmé ses précédentes déclarations, c'est-à-dire qu'il n'a jamais, en tant qu'intermédiaire, apporté de justification que pour une somme de 13 millions.

À l'eu croire, il a versé l'argent, après l'avoir encaissé, à Stavisky lui-même, mais il s'est défendu d'avoir servi d'intermédiaire pour remettre les fonds à des personnes quelconques.

M. Aulquier, expert-comptable, poursuit ses vérifications et examine les pièces saisies à la Banque Amur et à la Maison Bodenheimer, afin de préciser si les déclarations de Depardon sont conformes à la vérité.

## Un jeune parle

Dernièrement, dans une importante réunion d'anciens combattants, un jeune, un de la relève, qui avait été invité avec plusieurs de ses camarades, a demandé la parole. Il a dit à peu près ceci:

« Dans le gâchis universel, la position des jeunes de 1934 n'est pas seulement angoissante, elle est dramatique. L'avenir est obscur devant eux; les difficultés restent sans emploi; le travail, devant les générations nouvelles qui s'avancent sur la grève des jours. Les jeunes se détachent d'un régime qui ne leur garantit plus ni le pain, ni le toit. On a parlé, sous audit de fausses dents longues. S'il y a des dents longues, c'est parce qu'elles manquent de pâte; si les jeunes fauves sont prêts à mourir, c'est que la jungle est brulée.

« Mais plus que de pain, les jeunes ont besoin d'air pur. Elle n'a pas les poumons assez solides pour vivre dans une atmosphère empoisonnée; elle ne vit dans un monde propre; elle est en aasse de scandales: Noûtre, Dufrenoy, Stavisky, dans un seul trimestre, c'est trop! C'est usant qui s'impose. La politique, la finance, ne partent de la Presse sont devenues des instruments d'escroquerie. Nous voulons être libres!

« Nous, les jeunes, nous tendons avec impatience, certains même avec une sorte d'angoisse, que vous sortiez enfin, vous, les anciens combattants, du cycle des revendications, légitimes et nobles, le vent bien, mais disproportionnées à votre destin où vous vous êtes enfermés jusqu'ici.

« Force morale mienne dans la nation, appuyés sur vos sacrifices de guerre et vos services de paix, vous avez le droit de parler. Le redressement de l'écrit public dans un pays qui traverse une grave crise de moralité, ne peut avoir de meilleurs artisans que vous. Qu'attendez-vous donc pour nous guider?

« Ecoutez-moi. Nous sommes vos fils, vous ne pouvez pas ne pas nous entendre. Vous voulez, comme nous, que la France soit une maison et non pas une caserne? Vous voulez que les droits de l'âme soient enfin sauvegardés, promus à la première place où jusqu'ici l'argent seul est roi? Ouh! Et bien, marchons ensemble. L'argent, le sale argent qui pourrit tout ce qu'il touche n'est pas le but de notre vie. Nos enfants avec leurs idées vives, nous, les jeunes, nous avons mis franchement sur cette carte idéologique: « sans vis d'engrenage sur ce débat. Nous nous en tenons à nos idées. Frontes-les de quinze ans, nous condamnons nos vieux camarades.

« Cet appel des jeunes aux anciens est éloquent. Il contient de dures et nécessaires vérités que l'après des temps: soulagez avec force et qui avaient besoin d'être dites. Le malentendu que ces paroles révélaient existe, pourquoi le cacher?

« Les jeunes ont leurs aspirations propres; les conceptions du passé ne répondent plus à leurs reconstructions de l'avenir; ils admettent, certes, les anciens combattants, mais ils pensent que leur courage civique a été lésé par leur courage militaire; ils regrettent que ceux-là qui avaient contribué à l'ennemi le plus redoutable n'aient pas défendu le pouvoir contre des hommes qui les avaient lourdement trompés; ils reprochent aux héros de Verdun, de la Marne et de la Somme de s'être laissés prendre aux promesses des politiciens à court terme qui ont étonné dans les âmes les valeurs morales, sous le prétexte de science, de progrès et de bien-être matériel.

« Qui pourra s'étonner que les jeunes qui assistent à cette dégradation de nos consciences, abouissant à une série de scandales mensongés et à une telle pub' que, s'adressent avec une certitude non peu fermement une ancienne.

« Entre la génération du feu, dont les raaga s'éclaircissent, et la génération qui monte, dont l'incertitude grandit, il y a une crise vécue inévitablement si une action commune et décisive ne réunissait bientôt dans une union fraternelle, sur le terrain national, je ne sais quel lien de fraternité, après tout, pour se comprendre et s'aimer.

« Les jeunes ont parlé. Ils ont tendu la main à leurs aînés. À ceux-ci de répondre à leur appel. Il ne peut pas exister de désaccord irréductible entre des hommes qui placent un premier plan l'amour et l'honneur de leur pays.

Louis DARTOIS.

## Digoin est inculpé d'escroquerie et de recel

M. Digoin, ancien commissaire du Crédit municipal de Bayonne, actuellement sans profession et résidant à Paris, est arrêté samedi matin.

## UN RAID NORDISTE FINIT TRAGIQUEMENT

### L'appareil de MM. Huet et Collet s'est écrasé au Maroc et nos deux concitoyens sont morts carbonisés

Une douloureuse nouvelle est venue frapper de stupeur, samedi après-midi, les milieux aéronautiques de notre région. L'aventurier et le chef-pilote de l'équipe, M. Robert-Jean Collet, ont été retrouvés carbonisés dans les débris de leur appareil, dans le Sud marocain.

C'est le 24 février que l'avion de M. André Huet et le chef-pilote de l'équipe, M. Robert-Jean Collet, ont quitté le terrain d'Orly où ils avaient été amenés quelques jours plus tôt.

M. Collet avait rejoint Orly par le train et M. Huet par la route.

En même temps qu'eux, M. et Mme Eugène Watteau-Saint-Léger prenaient le départ dans un autre avion et de consacrer le même voyage.

Les deux équipages se rendaient en Afrique du Nord pour participer à la compétition de l'air et de l'espace. M. Huet et M. Collet étaient accompagnés de M. Delrieu, chef-pilote de l'équipe de M. L. Delrieu.

Après deux jours passés en cette ville, les deux équipages reprirent l'air jeudi pour Colomb-Béchar. On fut dès lors sans nouvelles de l'appareil de M. Huet et Collet.

Deux avions militaires partirent de Fes ce dimanche sans rien découvrir.

En même temps que le Club de tourisme aérien de Fes envoya un avion muni par le chef-pilote Mounier et par M. Delrieu. Ceux-ci télégraphièrent samedi après-midi que les corps des malheureux aviateurs avaient été retrouvés par des nomades à 40 kilomètres d'Aloual et à 180 kilomètres de Bou-Donb.

Les aviateurs, surpris par la tempête sur le chabre de l'Atlas, ont dû être piégés au sol.

M. ANDRÉ HUET

M. André Huet, né le 16 février 1897, à Roubaix, était à la tête d'une importante industrie dans les bâtiments s'élevaient sur la rue des Balmes, à Lille.

Il s'était engagé, au début de la

## NOTRE CONCOURS DE LA PLUS JOLIE VEDETTE

Notre concours de LA PLUS JOLIE VEDETTE nous a valu de recevoir des lettres qui appellent quelques applications.

Certains lecteurs regretent qu'on n'ait pas tenu les murs les regards de telle ou telle vedette de concours. Si certains ont écrit: « ou du moins, c'est bon à effacer ainsi, leurs préférences, cela n'a aucune importance. Nos lecteurs ne doivent pas perdre de vue que ce sont eux, et uniquement eux, qui désignent par leurs suffrages la vedette-blue. Et c'est ainsi que, comme d'habitude, nous arrivons à un grand nombre de réponses, qui nous arrivent et qui, en attendant, trouvent leur place dans des sacs plomés.

La présence d'un haïssier demeuré à leurs à nos lecteurs toutes les garanties possibles.

Si nous indiquons la disposition du texte de l'enveloppe qui contiendra les réponses, chacun, par contre, peut choisir la forme qui lui plaît.

Nous publions encore aujourd'hui, en page 2, le bulletin de réponses, ainsi que la disposition de l'enveloppe.

## Pour le maintien des droits des anciens combattants

Paris, 3 mars. — La Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre communique la note suivante:

« Le bureau de la Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre est allé entendre M. Rivollet, ministre des Pensions, de l'émotion soulevée dans les milieux anciens combattants, par les répercussions éventuelles que pourrait avoir le projet de décret-loi en matière de pensions sur les droits inaliénables des anciens combattants et victimes de la guerre.

Le ministre de Pensions a indiqué au bureau de la Confédération nationale, qu'il suivait cette question avec la plus grande attention et qu'il se manifesterait pas d'être leur défenseur vigilant, au sein du Gouvernement.

## UN THERMOMÈTRE SUR LA TOUR EIFFEL

Un thermomètre géant a été installé sur la Tour Eiffel, et, par suite, tous les Parisiens pourront, par suite d'un ingénieux dispositif, suivre les variations de la température.

(Ph. Franc-Pressé.)

## Où l'on parle de nouveau du boxeur Niemen

Au conseil des ministres de vendredi matin, rien n'a été dit sur la découverte des fameux talons des chèques Stavisky qui avait été dit dans la Presse. M. Albert Sarraut s'est refusé à donner le nom de la personne qui les a remis, mais ses collègues ont appris qu'ils avaient été, en réalité, vendus et non offerts au Gouvernement.

On ajoute que la personne en question a été opportuniste de quitter Paris pour prendre des vacances à l'abri des indiscrets et de la mafia.

Dans la phrase nouvelle, où est entrée l'affaire Stavisky, l'on voit réapparaître au premier plan la figure quelque peu énigmatique de Gilbert Ramagnino.

Les renseignements recueillis permettent de dire qu'il voyait M. Stavisky presque chaque jour. Et le but de ses visites n'était sans doute pas seulement de reconstruire la version de son ami. Il était certainement question, au cours de ces fréquentes visites, de l'affaire elle-même et de ses rebondissements possibles.

C'est ce qui explique d'ailleurs que les fameux talons de chèques, si longtemps recherchés en vain et que la justice a désormais en sa possession, aient été remis à Ramagnino.

## Un voyage mystérieux

Mais il peut être également intéressant de rapprocher cette histoire des talons de chèques du voyage entrepris il y a une semaine par l'ancien confident de l'escroc.

Parti, en effet, le samedi après-midi 24 février de l'hôtel où il habitait rue du Dôme, avec un ami, il n'avait pu être touché par une convocation du juge qui décida alors de lancer contre lui un mandat d'arrêt le mardi matin.

Pendant la journée de mardi 22 février, des inspecteurs, lancés à sa recherche dans Paris et les environs, n'avaient pu réussir à le joindre.

Or, vers minuit, un rédacteur d'un confrère parisien, possédé par une curiosité obstinée, s'était rendu une dernière fois à l'hôtel où habitait le fugitif, lorsqu'il eut la surprise de le voir arriver avec l'ami qui avait été son compagnon de voyage pendant ces trois jours.

Tous deux portaient, non pas la petite valise que l'on emporte en vue d'un court voyage de deux ou trois jours, mais une grande malle bleue.

Le Populaire, de son côté, se fait également l'écho de ce fameux voyage dont il signale Londres comme but où, selon lui, les talons devaient être mis en lieu sûr. Il donne même le nom du compagnon de voyage de Ramagnino.

## LE MONSTRE MARIN DE QUERQUEVILLE

Cherbourg, 3 mars. — Le professeur Petit, sous-directeur du Muséum, a examiné le monstre échoué à Querqueville.

Bien que toute investigation soit difficile, en raison du mauvais état du cadavre, lequel est d'ailleurs incomplet et, en outre, est dépourvu de la tête. L'examen des viscères, de la tête et des silences permet, d'ores et déjà, de dire que l'animal n'est ni un mammifère, ni un oiseau, mais un poisson appartenant à la vaste catégorie des poissons, famille à laquelle appartient également le requin.

On ne sera fixé sur l'espèce qu'après l'examen en laboratoire. Il apparaît que le longneur du coq, son étroitesse et la forme de la tête semblent à celle d'un chameau, constituent des particularités anormales. A ce point de vue, le témoignage d'un patron de remorqueur qui vit le monstre vivant, il y a six semaines, présente un certain intérêt, car ce témoin déclara avoir vu, par deux fois, la tête de l'animal émergeant à un mètre au-dessus de l'eau.

(Lire la suite page 2).



L'ARRIVÉE A PARIS DE M<sup>lle</sup> RITA GEORG

Paris, 3 mars. — M<sup>lle</sup> Rita Georg, âgée de 60 ans, le témoin, vêtue d'un pardessus bleu marine, d'un chapeau gris, de sonnettes marrons, une serviette de cuir noir à la main, a protesté, en souriant, contre l'offensive des photographes.

— Vous avez de la chance que je n'ai pas de revolver dans la poche, déclara-t-elle, en faisant allusion au récent incident de Biarritz, entre M. Desbrosses fils et les photographes.

Les minutes passent. M. Digoin s'entretient avec les journalistes et tous l'intelligence de M. d'Uhal.

— C'est une véritable révélation, dit-il. Ce jeune magistrat a accompli un travail formidable, car l'affaire est bien compliquée et, croyez-moi, je m'y connais.

Le témoin compulsé des notes qu'il a retirées de sa serviette et, par un geste machinal, redresse souvent un talon d'échelle derrière lequel brillent deux yeux fort émines et, soudain, il se penche en avant.

(Lire la suite page 2).

## UN COUP DE TÉLÉPHONE MYSTÉRIeux

### DANS LA TROUBLANTE AFFAIRE PRINCE

Un coup de téléphone mystérieux

Paris, 3 mars. — Le hasard permettrait-il, de découvrir les assassins de l'infortuné conseiller Albert Prince ou, plus exactement leur chef?

Il se pourrait; n'encaisse-t-on pas actuellement sur un mystérieux coup de téléphone d'un certain personnage bizarre d'un café voisin du Palais-Bourbon à un correspondant qu'on aurait identifié?

Ce personnage s'étonne les milieux politiques, parle peu, même quand il est dans une machine téléphonique où il se borne à un mot: « C'est fait ».

Quelques heures plus tard, les journaux du soir annoncièrent la découverte du cadavre mutilé du conseiller Prince, sur la voie ferrée, quelque part près de Dijon.

Le témoinage d'un voyageur de commerce de Troyes

Sur le conseil d'un avocat du barreau de Troyes, un voyageur de commerce de cette ville s'est rendu au palais de justice de Dijon pour y être entendu par M. Leblanc, juge d'instruction.

Ce voyageur, se trouvant à Dijon, le 10 février, se rendit un peu avant midi à la gare pour y consulter l'horlogerie. Il se dirigea vers l'indicateur mis à la disposition du public, dans la salle des passagers, mais il ne put le consulter, car deux individus s'élevaient avec animation, lui barrant le passage, après avoir cherché l'heure d'un train.

Le plus jeune, âgé de 27 ou 28 ans, mine de grande taille, donnait une impression de force, encore accentuée par un pardessus aux épaules larges, un tissu anglais clair, presque beige. Cet individu portait des gants de peccari neufs et s'avait pas de coiffure. Son compagnon, qui paraissait âgé de 32 à 35 ans, plus petit, vêtu d'un pardessus de couleur sombre, avait les mains ornées de taches de grasse.

Le plus petit des deux hommes déclara n'avoir pu arriver plus tôt avant d'être arrêté en route par une panne d'automobile. Ce à quoi l'homme au pardessus clair répliqua qu'il lui semblait impossible de téléphoner au milieu d'un train, et qu'il n'avait pu entendre que le bruit de la roue de l'automobile qui se déplaçait sur les rails.

Quand le voyageur s'excusa, s'approcha de l'indicateur, les deux individus cessèrent de parler et s'éloignèrent.

Quelques jours plus tard, le repréteur de commerce, revenant de voyage, rencontra un avocat du barreau de Troyes et lui rapporta la conversation qu'il avait, par hasard, recueillie.

La mésaventure de deux industriels du Nord soupçonnés d'être les acquéreurs du couteau sanglant

Grenoble, 3 mars. — Vendredi soir



L'une des dernières photographies de M. ANDRÉ HUET

prise le 10 février, au moment où M. Louis Coubé, directeur de l'Aviation civile, lui remettait la croix de la Légion d'honneur.

## UN DÉPUTÉ SOCIALISTE QUITTE SON PARTI

M. FIANGETTE

député de Paris, qui vient de donner son adhésion au parti radical (S.F.R.P.)

## UN MOIS DE VACANCES POUR LE PARLEMENT

Il a été décidé que le Parlement lui-même irait en vacances pour une durée d'un mois et que, par un article de procédure connu, un député prendrait l'initiative de proposer cette mesure.

Avant le départ, le Gouvernement veut faire voter les projets sur les machines à prix unique et sur le blé.

Quant aux nouveaux crédits militaires et navals (3 milliards en outre pour la modernisation en deux ans de l'armée), ils seraient réclamés qu'à la rentrée de Pâques.

## UNE VISITE DU CHANCELLIER DOLFIUS AU GOUVERNEMENT ITALIEN

Rome, 3 mars. — On annonce officiellement que le général Gamboia et le chancelier Dolfius seront à Rome les 11, 15 et 16 mars, pour rendre une visite officielle au gouvernement italien.

## UN DÉPUTÉ SOCIALISTE QUITTE SON PARTI

M. FIANGETTE

député de Paris, qui vient de donner son adhésion au parti radical (S.F.R.P.)